

L'Adresse—M. Irénée Pelletier

[Français]

Monsieur le président, il existe également des pauvres au Canada. Dans tous les pays riches sans exception, on retrouve des pauvres. C'est en effet un paradoxe, mais pas une seule nation, si développée soit-elle, n'a encore réussi à éliminer chez elle le problème de la pauvreté.

La tâche que s'est donnée le gouvernement canadien d'éliminer le plus possible la pauvreté est une tâche extrêmement difficile. En 1966, le président Johnson déclarait la guerre à la pauvreté et avait fait préparer un budget spécial destiné à l'éliminer en 10 ans. Les 10 années prévues sont presque terminées et le sort des pauvres, selon un récent sondage, démontre que leur position s'est détériorée.

L'économiste Leon Keyserling, avec qui John Kenneth Galbraith et Sargent Schriver avaient établi en 1966 le fameux *Freedom Budget*, déclarait récemment, et je cite:

[Traduction]

Il est clair que la pauvreté n'est pas un problème de coûts économiques.

Ici, aux États-Unis, le problème consiste à ne pas vouloir, ni du point de vue politique, ni du point de vue social, ni du point de vue moral, s'attaquer à la pauvreté et toute priorité,...

[Français]

Et un peu plus loin, l'économiste ajoutait, et je cite:

[Traduction]

... dans notre pays, où il n'y a aucune excuse économique ou technologique pour ce problème, la pauvreté est non seulement une tragédie pour les particuliers, mais, d'une certaine façon, un crime public. Elle est avant tout un défi posé à notre moralité. Matériellement ainsi que spirituellement, une société où il existe de la pauvreté prive tous ses citoyens de sécurité et de bien-être.

[Français]

Monsieur le président, le pays le plus riche du monde, grâce à des sommes colossales, n'a pas réussi à éliminer la pauvreté. Si les pays riches s'efforcent de résoudre chez eux le problème de la pauvreté, il est évident que les gouvernements doivent accentuer leurs efforts pour éliminer le plus possible l'écart entre riches et pauvres.

Il convient de noter ici que le Canada dans ce domaine fait figure de pionnier. Nous sommes l'un des seuls pays au monde à avoir créé un ministère dont l'objectif premier est d'éliminer le plus possible les inégalités entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres.

Il faut également souligner le fait que le Canada est l'un des seuls pays à avoir depuis quelques années augmenté substantiellement et rajusté constamment les pensions, les allocations et les suppléments de revenu aux personnes les plus démunies de la société, c'est-à-dire les familles nombreuses, les personnes âgées, les anciens combattants, etc.

Si l'un des grands principes qui a guidé l'action du gouvernement a été celui d'une répartition plus équitable dans les diverses régions de notre pays, il est donc normal que cela se manifeste au niveau de l'individu par une amélioration de ses conditions de vie. Soulignons également en passant que certaines réductions d'impôt ont été accordées et que cela a été bénéfique aux familles et aux individus à faible revenu.

Monsieur le président, j'ai la nette impression que nous sommes à un tournant important de l'histoire de notre pays et que chaque Canadien doit se rendre compte du fait que l'élimination de la pauvreté reste l'un des objectifs les plus louables et les plus nobles de tout gouvernement.

Le discours du trône que nous avons à étudier au cours des prochains jours est bien dans la ligne de conduite du

[M. Pelletier (Sherbrooke).]

gouvernement canadien: éliminer autant que possible la pauvreté chez nous.

Le discours du trône annonce des mesures visant à aider producteurs et consommateurs, à accorder une aide spéciale à la petite entreprise, à favoriser la transformation de matières premières chez nous. Une importance accrue sera accordée à l'expansion économique régionale et à l'amélioration de la qualité de vie dans les centres urbains. Des mesures seront prises afin d'augmenter les frais de la recherche, du progrès industriel ainsi que de l'innovation technique. Il existe, bien sûr, l'aide à l'agriculture; en somme, on vise finalement à une répartition plus juste, des richesses de notre pays. Voilà bien des mesures concrètes, monsieur le président, qui témoignent de l'effort du gouvernement pour réduire l'écart entre les régions développées et les régions moins développées de notre pays, entre les gens riches et les gens pauvres.

Il est temps que tous les Canadiens, sans exception, fassent leur part si minime soit-elle dans l'élimination de la pauvreté. Il est grand temps, monsieur le président, en plus, bien sûr, des mesures que peuvent prendre les gouvernements fédéral et provinciaux, que les gens aisés de Toronto aident les moins bien pourvus de Moncton. Que ceux de Vancouver aident ceux de Saskatoon. Que ceux d'Halifax aident ceux de Rimouski et que ceux de Montréal aident ceux de l'Île du Prince-Édouard.

[Traduction]

Dans son discours d'inauguration, le président Kennedy avait déclaré:

Si une société libre ne peut aider ses nombreux pauvres, elle ne peut sauver ses quelques riches.

[Français]

La nature n'a pas réparti ses richesses en parts égales dans tous les coins du monde et le riche d'hier pourrait très bien être le pauvre de demain.

Il fut un temps de l'histoire du Canada où le Nouveau-Brunswick était la province la plus prospère. Il fut un temps également de l'histoire de notre pays où le Québec était considéré comme la région la plus progressive. Hier, c'était l'Ontario, aujourd'hui c'est l'Alberta et la Colombie-Britannique. Demain, ce sera peut-être Terre-Neuve, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

L'Angleterre a dominé le monde sur le plan commercial, sur le plan économique et sur le plan financier pendant plus d'un siècle. Il en fut de même à d'autres époques pour la France, l'Espagne et la Russie.

Il a suffi de deux carnages mondiaux qui ont coûté 50 millions de vies humaines à l'humanité, de quelques petites crises monétaires, d'une légère crise de l'énergie pour que les puissances d'hier se retrouvent dans d'énormes difficultés desquelles elles ne pourront peut-être pas sortir sans l'aide de leurs amis et de leurs voisins.

Si, sur le plan international, nous désirons diminuer les inégalités entre les riches et les pauvres en partageant un peu plus les richesses de la terre, il va de soi que ce même principe s'appliquera d'abord dans chaque pays.

La technologie nous permet de croire que dans quelques décennies les ressources marines constitueront peut-être la richesse la plus importante d'un État. A ce titre, il se pourrait très bien que Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île du Prince-Édouard deviennent d'énormes sources d'approvisionnements pour le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.